

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MAITRE DE L'OUVRAGE :

COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES (37600)

Adresse: 6 place du Maréchal Leclerc de Hautecloque

OBJET DE LA CONSULTATION :

AMENAGEMENT D'UN LOGEMENT POUR CREATION D'UN STUDIO

**14 rue de St André
37600 BEAULIEU LES LOCHES**

Maître d'œuvre :



Dominique MAES
Architecte D.P.L.G.
3, place de l'Eglise
37310 CIGOGNÉ
Tel : 02 47 23 59 59
Port: 06 60 28 95 12
Fax : 02 47 23 84 33
maesd@club-internet.fr

Le présent C.C.A.P. fait référence au Code des Marchés Publics et au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux

SOMMAIRE

CHAPITRE I OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ENTREPRISE ET DES MARCHES - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 2 - TRANCHES ET LOTS

ARTICLE 3 - TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE ET CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT

CHAPITRE II PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 5 - CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

CHAPITRE III PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX RÉGLEMENTS DES COMPTES

ARTICLE 5 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

ARTICLE 6 - TRAVAUX EN RÉGIE

ARTICLE 7 - CONSTATATIONS ET CONSTATS

ARTICLE 8 - PRÉSENTATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES ET RÉGLEMENTS

ARTICLE 9 - PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS OU SOUS-TRAITANTS

ARTICLE 10 - OUVRAGES ET TRAVAUX NON PRÉVUS

ARTICLE 11 - VARIATIONS DANS LA MASSE DES TRAVAUX OU DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE

ARTICLE 12 - VARIATIONS DANS LES PRIX

12.1 - Marchés à prix fermes

12.2 - Application de la T.V.A.

CHAPITRE IV DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS DE RETARD RÉSILIATION - PRIMES

ARTICLE 13 - DÉLAI D'EXÉCUTION

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS DE RETARD

ARTICLE 15 - DÉLAI ET RETENUE POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

ARTICLE 16 - RÉSILIATION - INTERRUPTION - AJOURNEMENT - LITIGES

CHAPITRE V CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

ARTICLE 17 - CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 18 - NANTISSEMENT

ARTICLE 19 - AVANCE FORFAITAIRE

ARTICLE 20 - AVANCES SUR MATÉRIELS

CHAPITRE VI PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 21 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX

ARTICLE 22 - MISE À DISPOSITION DES CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT

ARTICLE 23 - CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉ - VÉRIFICATIONS ET ÉPREUVE DES MATÉRIAUX

CHAPITRE VII IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 24 - PIQUETAGE GÉNÉRAL

ARTICLE 25 - PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS

ARTICLE 26 - CONSERVATION DES BORNES ET REPERES

CHAPITRE VIII PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 27 - PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION

ARTICLE 28 -ORGANISATION DU CHANTIER
ARTICLE 29 -PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES
ARTICLE 30 -PERMISSIONS DE VOIRIE - AUTORISATIONS EN TERRAIN PRIVE
ARTICLE 31 -MESURES D'ORDRE SOCIAL
ARTICLE 32 -SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER
ARTICLE 33 -DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

CHAPITRE IX
CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 34 -ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX
ARTICLE 35 -RECEPTION DES TRAVAUX
ARTICLE 36 -DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION
ARTICLE 37 -DELAIS DE GARANTIE
ARTICLE 38 -GARANTIES PARTICULIERES
ARTICLE 39 - ASSURANCES
ARTICLE 40 -DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

CHAPITRE I

OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ENTREPRISE ET DES MARCHES - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Le présent C.C.A.P. fait référence au Code des Marchés Publics et au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières fixe les conditions d'exécution des travaux suivants :

AMENAGEMENT D'UN LOGEMENT POUR CREATION D'UN STUDIO

Il se réfère, en le modifiant ou en le complétant, au cahier des Clauses Administratives Générales et Cahier des Clauses Techniques Générales, applicables à ces travaux. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les travaux seront exécutés pour le compte du maître d'ouvrage indiqué ci-après :

COMMUNE DE BEAULIEU LES LOCHES
6 place du Maréchal Leclerc de Hautecloque
37600 BEAULIEU LES LOCHES

Les travaux pourront être confiés, après dévolution ou par marché négocié, à un entrepreneur seul ou à des entrepreneurs groupés solidaires ou conjoints. Ces entrepreneurs groupés seront représentés par un mandataire désigné dans l'acte d'engagement. L'entrepreneur titulaire du marché ou le mandataire d'entreprises groupées est désigné dans ce Cahier des Clauses Administratives Particulières sous le terme « Entrepreneur ».

A défaut d'indication, dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie du Maître d'Ouvrage, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

L'entrepreneur pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition que les sous-traitants soient acceptés par le Maître d'Ouvrage, par écrit. Les noms et adresses des personnes physiques représentant les sous-traitants seront fournis au Maître d'Ouvre. L'entrepreneur reste responsable de toutes les obligations résultant du marché en cas de sous-traitance.

Tout marché ou avenant, toutes modifications ou prescriptions spéciales complémentaires au marché sera notifié à l'entrepreneur par ordre de service (en 2 exemplaires) daté, numéroté et signé par le Maître d'Ouvre. L'entrepreneur renverra au Maître d'Ouvre 2 exemplaires signés et datés du jour de la réception. Toute réserve aux prescriptions d'un ordre de service doit être faite par écrit par l'entrepreneur au Maître d'Ouvre, dans un délai de 15 jours maximum après sa notification, sous peine de forclusion.

ARTICLE 2 - TRANCHES ET LOTS

Décomposition prévue en une seule tranche.

Décomposition des lots :

- lot n°01 : GROS ŒUVRE - MACONNERIE
- lot n°02 : CHARPENTE BOIS – COUVERTURE
- lot n°03 : MENUISERIES BOIS
- lot n°04 : PLATRERIE - DOUBLAGES - CLOISONS
- lot n°05 : CARRELAGE - FAIENCES
- lot n°06 : PEINTURE
- lot n°07 : ELECTRICITE – COURANTS FAIBLES
- lot n°08 : PLOMBERIE – SANITAIRE

ARTICLE 3 - TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE ET CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

CHAPITRE II PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

a) Pièces particulières

- 0** – le Règlement de la Consultation du marché (RC),
- 1** - l'Acte d'Engagement de l'entreprise (A.E.),
- 2** - le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- 3** - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- 4** - le Bordereau des Prix
- 5** - les documents graphiques (plan masse et carnet de détails)

b) Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux marchés publics de travaux en vigueur le 1er jour du mois d'établissement des prix (C.C.A.G).
- Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales, applicables aux marchés (C.C.T.G.) de travaux publics ou de bâtiment en vigueur le 1er jour du mois d'établissement des prix,
- Le cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C.S - D.T.U)
- Les fascicules particuliers en vigueur annexés au décret N° 2000-524 du 15 juin 2000 applicables aux marchés publics de travaux.

CHAPITRE III
PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES
REGLEMENT DES TRAVAUX - VARIATION DANS LES PRIX

ARTICLE 5 - CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

Les travaux feront l'objet de prix unitaires ou prix forfaitaire.

Les prix forfaitaires feront l'objet d'une décomposition présentée sous forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondant.

Dans le cas de prix unitaire, les ouvrages seront évalués suivant les spécifications du bordereau des prix, du C.C.A.P. et du C.C.T.P.

Les prix portés au bordereau des prix unitaires ou au détail estimatif de décomposition d'un prix forfaitaire :

- seront toujours indiqués hors T.V.A., mais la T.V.A. devra apparaître séparément à la fin des détails estimatifs, des décomptes de travaux et dans l'acte d'engagement,
- comprendront les fournitures nécessaires à l'exécution complète des ouvrages, les frais de main d'œuvre, d'outillage, de transport, de signalisation pour la pose et plus généralement tous les frais généraux, impôts et bénéfices de l'entrepreneur (sauf la T.V.A.) et toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions du chantier, que ces sujétions résultent :
 - ⇒ de phénomènes naturels,
 - ⇒ des possibilités ou non de travail d'engins mécaniques,
 - ⇒ de l'utilisation du Domaine Public et du fonctionnement des Services Publics,
 - ⇒ de la présence de canalisations, conduites et câble de toute nature, éventuellement absents des plans fournis par les différents gestionnaires au moment de la D.I.C.T.,
 - ⇒ des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations,
 - ⇒ de la réalisation subordonnée d'autres ouvrages ou de toutes autres causes.
- couvriront également pour le mandataire dans le cas d'entreprises groupées son action de coordination des entrepreneurs conjoints, ainsi que l'ensemble des dépenses concernant :
 - ⇒ la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier,
 - ⇒ l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier,
 - ⇒ le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure,
 - ⇒ les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres entrepreneurs et des conséquences de ces défaillances.
- couvriront également, en cas de sous-traitance :
 - ⇒ les frais de coordination et de contrôle, par l'entrepreneur, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

ARTICLE 6 - TRAVAUX EN REGIE (Article 11-3 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur sera tenu de fournir chaque fois qu'il en sera requis par le Maître d'Oeuvre, les ouvriers, matériaux et moyens de transports nécessaires pour les travaux en régie.

Toutefois, l'obligation, par l'entrepreneur, d'exécuter des travaux en régie cesse lorsque le montant total de ces travaux atteint 3 % du montant T.T.C. du marché majoré des avenants éventuels.

Aucun travail en régie ne sera entrepris sans accord préalable de la personne responsable des marchés et sans ordre écrit du Maître d'Oeuvre, sous peine de ne pas être pris en considération lors du règlement.

Le règlement des travaux en régie sera effectué en prenant en considération, dans les décomptes :

- pour la main-d'oeuvre mise à disposition du Maître d'Oeuvre par l'entrepreneur :
 - les salaires majorés de 116 %
 - les indemnités de panier et de petits déplacements, ainsi que les primes de transport, majorées de 93 %
 - les indemnités de grands déplacements majoré de 7 %
- pour les fournitures, leur prix d'achats hors taxes, majoré de 12 %
- les coefficients majorateurs ci-dessus sont réputés tenir compte des charges accessoires aux salaires, des frais généraux, ainsi que des impôts et taxes autres que la T.V.A ;
- pour les locations de matériel déjà présent sur le chantier, les sommes résultant des locations journalières en jours ouvrés seront proposées par les entreprises et négociées avec le Maître d'Oeuvre : celles-ci pourront établir leurs prix à partir des barèmes des loueurs locaux de matériel, ou bien à partir de diverses méthodes de détermination des charges d'emploi (la méthode analytique de prix établie par le service des études techniques des routes et autoroutes, la méthode 86 de la Fédération Nationale des Travaux Publics, etc...).

ARTICLE 7 - CONSTATATIONS ET CONSTATS (Article 12 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur adressera au Maître d'Oeuvre, au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages les attachements figurés ou écrits de ces ouvrages.

Ces constatations seront vérifiées sur place, contradictoirement et le constat de vérification sera signé du Maître d'Oeuvre ou de son représentant et de l'entrepreneur.

La date de constatation est fixée par le Maître d'Oeuvre. Toutefois, dans le cas de demande de l'entrepreneur, elle ne peut être postérieure de plus de 8 jours de celle de la demande.

Si l'entrepreneur refuse de signer ce constat, ou le signe avec réserves, il doit, dans les 15 jours qui suivent, préciser par écrit ses observations ou réserves au Maître d'Oeuvre.

Si l'entrepreneur, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, il est censé accepter sans réserves le constat qu'il en résulte.

L'entrepreneur est tenu de demander en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations, contradictoires pour les prestations qui ne pourraient faire l'objet de constatations ultérieures, notamment lorsque les ouvrages doivent se trouver par la suite cachés ou inaccessibles. A défaut, et sauf preuve contraire fournie par lui et à ses frais, il n'est pas fondé à contester la décision du Maître d'Oeuvre relative à ces prestations.

ARTICLE 8 - PRESENTATION DES PROJETS DE DECOMPTE ET REGLEMENTS D'ACOMPTE (Article 11 et 13 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur pourra bénéficier, sur sa demande, d'acomptes mensuels sur approvisionnements et travaux, conformément aux articles 11 à 13 du C.C.A.G. A cet effet, il remettra au maître d'Oeuvre avant la fin de chaque mois, un projet de décompte dûment justifié, présenté conformément au modèle annexé à la circulaire ministérielle visée à l'article 13-16 du C.C.A.G.

Ce décompte indiquera les fournitures approvisionnées et les travaux réalisés au dernier jour du mois précédent, sans actualisation, ni révision de prix, et hors T.V.A.

Dans le cas du paiement d'acompte, les fournitures approvisionnées à pied d'œuvre seront réputées représenter 70 % des prix unitaires, comportant « fournitures et mise en œuvre ».

Par dérogation à l'article 11-4 du C.C.A.G., les matériaux, produits ou composants de constructions ayant fait l'objet d'un acompte pour approvisionnements deviennent la propriété du Maître d'Ouvrage. Toutefois, la responsabilité du gardiennage incombera à l'entrepreneur.

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est applicable comme il est prévu au 11 et au 32 de l'article 13 du C.C.A.G., une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit, par jour calendaire :

- pour les décomptes mensuels, 1/2000ème de la différence entre le montant du décompte dont il s'agit et celui du décompte précédent (T.T.C.).

- pour le décompte final, 1/10 000ème du montant de ce décompte (T.T.C.).

Ces pénalités sont appliquées après un ordre de service rappelant à l'entrepreneur ses obligations et sont calculées depuis la date limite fixée par un ordre de service jusqu'à la remise effective du projet de décompte attendu.

Le projet de décompte accepté et rectifié par le Maître d'Oeuvre devient le décompte mensuel. Son règlement devra intervenir dans les 40 jours, à dater de l'acceptation par le Maître d'Oeuvre.

Le Maître d'Oeuvre dresse alors un état d'acompte tel qu'il est défini à l'article 13-2 du C.C.A.G. Cet état d'acompte est notifié à l'entrepreneur, par ordre de service si le projet présenté par l'entrepreneur a été modifié.

Le projet de décompte final est remis au Maître d'Oeuvre dans un délai de 40 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41-3 du C.C.A.G. Ce délai est réduit à 15 jours pour les marchés dont le délai d'exécution n'excède pas 3 mois.

Le décompte général, signé par la personne responsable du marché, doit être notifié à l'entrepreneur par ordre de service 45 jours au plus tard, après la date de la remise du projet de décompte final. Ce délai est ramené à un mois pour les marchés dont le délai d'exécution n'excède pas 3 mois.

Le mandatement du solde doit intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification du décompte général.

L'entrepreneur doit, dans un délai de 45 jours comptés à partir de la notification du décompte général, le renvoyer au Maître d'Oeuvre revêtu de sa signature, avec ou sans réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par l'entrepreneur dans un mémoire qui doit être remis au Maître d'Oeuvre, dans un délai de 45 jours indiqué ci-dessus. Le règlement du différent intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 50 du C.C.A.G.

Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas renvoyé au Maître d'Oeuvre le décompte général signé, dans le délai de 45 jours, ou encore l'ayant renvoyé dans ce délai, s'il n'a pas motivé son refus, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient le décompte général et définitif du marché.

Le défaut de mandatement dans les délais indiqués ci-dessus, fait courir de plein droit des intérêts moratoires, au profit de l'entrepreneur, selon les stipulations des articles 353 à 354 du C.M.P. et 11- 7 du C.C.A.G.

ARTICLE 9 - PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

(Article 13-5 du C.C.A.G.)

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à un compte unique, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entrepreneurs et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les travaux exécutés par chacun d'eux font l'objet d'un paiement direct.

Les travaux exécutés par des sous-traitants désignés dans le marché sont payés directement à ceux-ci, dans les conditions de l'article 115, 116 et 117 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 10 - OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS AU MARCHE

Les prix définitifs des ouvrages ou travaux non prévus au marché, feront l'objet soit d'un état supplémentaire des prix forfaitaires ou d'un bordereau supplémentaire des prix unitaires, signé des deux parties et annexé au marché (Article 14 du C.C.A.G.).

ARTICLE 11 - VARIATIONS DANS LA MASSE DES TRAVAUX OU DANS L'IMPORTANCE DE DIVERSES NATURES D'OUVRAGES (Article 15, 16 et 17 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux pouvant résulter de sujétions techniques ou d'insuffisances des quantités prévues.

L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter les travaux correspondant à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation des ouvrages, si la masse de ces travaux excède 10 % de la masse initiale. Il doit notifier ce refus par écrit à la personne responsable du marché.

L'entrepreneur a droit à une indemnisation si l'augmentation de la masse initiale des travaux est supérieure à 25 % (VINGT CINQ POUR CENT) pour un marché sur prix unitaires et 5 % (CINQ POUR CENT) pour un marché à prix forfaitaires.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, l'entrepreneur doit arrêter les travaux tant qu'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre et indiquant le montant limite T.T.C. jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. A cet effet, l'entrepreneur avisera le Maître d'Oeuvre, un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne sont pas payés.

En cas de diminution dans la masse des travaux, l'entrepreneur a droit à être indemnisé si la diminution dépasse 20 % (VINGT POUR CENT) de la masse initiale pour un marché sur prix unitaires et 5 % (CINQ POUR CENT) pour un marché à prix forfaitaires.

Conformément à l'article 17-1 du C.C.A.G., en cas de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages, l'entrepreneur a droit à indemnité si les quantités exécutées diffèrent par nature de travaux de plus de 1/3 en plus ou de plus de 1/4 en moins des quantités portées au détail estimatif.

L'indemnité sera calculée d'après la différence entre les quantités réellement exécutées et les quantités prévues augmentées de 1/3 ou diminuées de 1/4. Ces dispositions ne sont cependant pas applicables aux natures d'ouvrages pour lesquelles les montants des travaux figurant au détail estimatif du marché (ou bordereau des prix) et au décompte final des travaux, sont l'un et l'autre inférieurs à 5 % (CINQ POUR CENT) du montant T.T.C. du marché initial augmenté éventuellement des avenants.

Toutes modifications du marché initial devront faire l'objet d'un avenant. Dès lors que la diminution ou l'augmentation de la masse des travaux atteints les 5% du marché initial, l'avenant sera examiner en commission d'appels d'offre.

ARTICLE 12 - DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX (Article 10 du C.C.A.G.)

En complément à l'article 10 du C.C.A.G., les modalités suivantes seront appliquées :

- dans le cas d'un marché traité par appel d'offres ou concours, les prix seront considérés comme établis d'après les conditions économiques du mois précédant la date fixée pour le dépôt des offres.
- dans le cas d'un marché négocié, la date d'établissement des prix sera celle du mois précédant la remise de proposition par l'entrepreneur.

En ce qui concerne la révision ou l'actualisation des prix du marché, il sera fait référence aux dispositions du décret N° 79-992 du 23 Novembre 1979, de la circulaire N° 80-01 du 30 Octobre 1980 et de la circulaire du 12 Janvier 1987.

Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index spécifié ci-après :

BT 01 : Bâtiment TCE.

12.1 - Marchés à prix fermes

La durée d'exécution des travaux étant égale à 6 (six) MOIS, le marché sera conclu à prix fermes pendant toute la durée des travaux.

12.2 - Application de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.)

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

CHAPITRE IV DELAIS D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD RESILIATION DES PRIMES

ARTICLE 13 - DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX (Article 5 et 19 du C.C.A.G.)

Le délai d'exécution global est fixé à 6 mois.

Son point de départ sera fixé par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux. Il comprend le délai d'installation et de repliement du chantier et la remise en état des lieux.

Les délais d'exécution pourront être prolongés sans avenant dans les cas suivants (Article 19 - 21 et 19 - 22 du C.C.A.G.).

- Lorsqu'un changement de la masse des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par la personne responsable du marché, justifie une prolongation du délai d'exécution celle-ci est débattue par le Maître d'Oeuvre avec l'entrepreneur, puis soumise à l'approbation de la personne responsable du marché. La décision prise par celle-ci est notifiée à l'entrepreneur par ordre de service.
- Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

13.1 – Prolongation du délai d'exécution (article 19 du C.C.A.G.)

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

En vue de l'application du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours, égal à celui, pendant lequel l'un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	- 3° C pendant 24 h
Pluie en équivalent	20 mm pendant 24 h

ARTICLE 14 - PENALITES DE RETARD (Article 20 du C.C.A.G.) - PRIMES D'AVANCE

L'entrepreneur subira par jour de retard dans l'achèvement des travaux une pénalité de 1/500 du montant de l'ensemble du marché considéré HT.

En cas d'absence à toute convocation au rendez-vous de chantier, à toute convocation de réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre et à la réception des travaux, une pénalité de 120 € HT sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou ayant une connaissance insuffisante du chantier.

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

ARTICLE 15 - DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 200 € (Deux cent euros) par jour calendaire de retard sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 16 - RESILIATION DU MARCHE - INTERRUPTION OU AJOURNEMENT DES TRAVAUX (Article 46 à 48 du C.C.A.G.)

La résiliation du marché, l'interruption ou l'ajournement des travaux peuvent être demandés par le Maître d'Ouvrage ou l'entrepreneur dans les conditions et les formes prévues par les articles 46, 47 et 48 du C.C.A.G. Le règlement des différents et litiges éventuels sera poursuivi conformément aux articles 49 et 50 du C.C.A.G.

CHAPITRE V **CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

ARTICLE 17 - CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE (Article 4 du C.C.A.G.)

a) Cautionnement

Le titulaire du marché peut soit présenter un cautionnement soit en être dispensé.

b) Retenue de garantie

Il sera effectué une retenue de garantie sur acomptes T.T.C. de cinq pour cent (5 %). Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou, si les deux parties sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles 144 et 145 du Code des Marchés Publics. Suivant l'article 143 du Code des Marchés Publics, la retenue de garantie sera exigée aux artisans et sociétés de coopératives artisans.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

ARTICLE 18 - NANTISSEMENT

Si l'entrepreneur en fait la demande, il est admis au bénéfice du régime prévu par les articles 187 à 201 du Livre II et de l'article 360 du Livre III du Code des Marchés Publics.

Sont désignés :

- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article 192 du Code des Marchés Publics,
- comme comptable chargé du paiement :

Monsieur le Receveur de la Collectivité.

ARTICLE 19 - AVANCE FORFAITAIRE (Article 87 du C.M.P.)

Une avance sera versée au titulaire, sauf renoncement exprès dans l'acte d'engagement, si le montant du lot est supérieur à 50 000 € HT.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du lot. Elle sera mandatée dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance sera effectué en une seule fois dès que les prestations réalisées atteindront 65% du montant initial HT du lot.

Le sous-traitant bénéficiera de l'avance dans les mêmes conditions que le titulaire.

ARTICLE 20 - AVANCE SUR MATERIELS

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

CHAPITRE VI

PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE DE PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 21 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

ARTICLE 22 - MISE A DISPOSITION DES CARRIERES, LIEUX D'EMPRUNT ET DEPOTS

L'entrepreneur fera son affaire de la recherche des carrières, lieux d'emprunt et lieux de dépôts.

ARTICLE 23 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS ET EPREUVES DE MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.P., concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire agréé, aux frais de l'entreprise.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Oeuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par le Maître d'Oeuvre.

CHAPITRE VII

IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 24 - PIQUETAGE GENERAL (Article 27 du C.C.A.G.)

Après la passation du marché et avant tout commencement des travaux, il sera procédé à un piquetage d'ensemble au cours duquel le tracé des axes, ainsi que la délimitation de l'emprise des ouvrages seront faits contradictoirement avec le Maître d'Oeuvre et aux frais de l'entreprise qui fournira la main d'œuvre et le matériel nécessaires.

Le procès-verbal de l'opération sera dressé contradictoirement avec l'entrepreneur.

ARTICLE 25 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS

Sans objet.

ARTICLE 26 - CONSERVATION DES REPERES ET BORNES (Article 27.4 du C.C.A.G.)

Sans objet

CHAPITRE VIII PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 27 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX (Article 28 du C.C.A.G.)

Il n'est pas fixé de période de préparation, laquelle est incluse dans le délai d'exécution. L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution joint au projet des installations du chantier (et des ouvrages provisoires) et un plan de Sécurité et d'Hygiène, conformément aux dispositions, de l'article 28.2 du C.C.A.G., dans le mois qui suivra la notification du marché.

ARTICLE 28 - ORGANISATION DU CHANTIER

L'entrepreneur supportera toutes les charges relatives d'un constat d'huissier de justice concernant les maisons et mitoyens de part et d'autre de l'opération, à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouverts à la circulation publique.

Il devra supporter toutes les suggestions relatives à la mise en place et au fonctionnement de son matériel, sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, sauf cas de force majeure dûment justifié.

L'entrepreneur devra satisfaire à toutes les charges et prescriptions de police en vigueur. Pendant l'exécution des travaux l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la circulation sur les routes et chemins, l'accès aux propriétés, l'écoulement des eaux pluviales et ménagères. Il sera d'autre part responsable des dommages qui pourraient être causés aux tiers par sa négligence, son imprévoyance, par une insuffisance de moyens ou par une fausse manœuvre.

ARTICLE 29 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL (Article 28 et 29 du C.C.A.G.)

Avant tout début de réalisation des travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées seront établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul correspondantes, au visa du Maître d'Oeuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur, avec ses observations éventuelles, au plus tard quinze jours (15 JOURS) après leur réception.

Ce dossier sera transmis en 3 exemplaires, pour visa, au Maître d'Oeuvre (Article 29 - 14 du C.C.A.G.), dans un délai maximum de 1 mois, après notification du marché et obligatoirement 15 jours avant le début des travaux. Les délais de fourniture de ce dossier seront inclus dans le délai d'exécution (Article 28 - 1 du C.C.A.G.).

ARTICLE 30 - PERMISSION DE VOIRIE - UTILISATION ET FRANCHISSEMENT D'OUVRAGES - AUTORISATION DE PASSAGE EN TERRAIN PRIVE (Article 31.3 du C.C.A.G.)

Les dossiers de permission de voirie, ainsi que les dossiers d'utilisation et franchissement d'ouvrages seront établis par l'entrepreneur et fournis au Maître d'Oeuvre avec le dossier d'exécution. Le Maître d'Oeuvre se chargera d'obtenir les autorisations administratives correspondantes.

Par contre, la recherche des autorisations de passage en terrain privé sera assurée par l'entrepreneur, avec le concours du Maître d'Ouvrage et éventuellement du Maître d'Oeuvre.

A l'issue des travaux, en même temps que les plans de récolement des ouvrages, l'entrepreneur remettra au Maître d'Oeuvre la série des autorisations de passage recueillies et répertoriées sur les plans parcellaires où figureront dans leur parcelle, le nom, l'adresse des propriétaires ayant subi les servitudes de passage. L'entrepreneur pourra se procurer des modèles des autorisations de passage auprès du Maître d'Oeuvre.

ARTICLE 31 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier, est celle prévue par la réglementation en vigueur, pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (DIX POUR CENT) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (DIX POUR CENT).

ARTICLE 32 - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

L'entrepreneur se conformera aux articles 31 à 37 du C.C.A.G., en particulier les signalisations de chantier sur la voie publique et de déviations d'itinéraire, seront exécutées par l'entrepreneur, après avoir obtenu les autorisations administratives réglementaires.

ARTICLE 33 - DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES (Article 34 du C.C.A.G.)

Par dérogation à l'article 34 du C.C.A.G., si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est supportée intégralement par l'entrepreneur, sans préjuger des sanctions pénales en cas d'infraction à des dispositions réglementaires. Il appartiendra à l'entrepreneur de demander éventuellement un état des lieux préalable de la voirie qu'il désire emprunter, à l'Administration compétente.

CHAPITRE IX CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 34 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX (Article 24 du C.C.A.G.)

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévues par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou du C.C.T.P., seront assurés, sur le chantier, par le Maître d'Oeuvre, qui prendra des éprouvettes ou « échantillons » (béton par exemple), pour les faire analyser par « l'Institut d'Analyses et d'Essais du Centre Ouest », ou autres Cabinets agréés par le Maître d'Oeuvre.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G., relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mise en œuvre sont applicables à ces essais qui seront mis à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 35 - RECEPTION (Article 41, 42 et 43 du C.C.A.G.)

Conformément à l'article 41 du C.C.A.G., le Maître d'Oeuvre procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de 20 jours à compter de la date de réception de la demande de l'entrepreneur ou de la date d'achèvement des travaux. La personne responsable du marché peut y assister ou s'y faire représenter.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

Les opérations préalables à la réception font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le Maître d'Oeuvre et signé par lui et par l'entrepreneur : si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le Maître d'Oeuvre fait connaître à l'entrepreneur s'il a ou non proposé à la personne responsable du marché de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Au vu du procès-verbal, la personne responsable du marché décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. Si elle prononce la réception, elle fixe la date qu'elle retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée à l'entrepreneur dans les quarante-cinq jours suivant la date du procès-verbal.

A défaut de décisions de la personne responsable du marché notifiées dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du Maître d'Oeuvre sont considérées comme acceptées.

Si certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, la personne responsable du marché peut décider de prononcer la réception, sous réserve que l'entrepreneur s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par la personne responsable du marché ou en absence d'un tel délai dans les 3 mois maximum avant l'expiration du délai de garantie.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans un délai prescrit, la personne responsable du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages la personne responsable du marché peut renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'entrepreneur une refaction sur les prix (Article 41 - 7 du C.C.A.G.).

Si l'entrepreneur accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Toute prise de possession des ouvrages par le Maître d'Oeuvre doit être précédée de leur réception. En particulier, en complément à l'article 41 - 8 du C.C.A.G., l'entrepreneur restera responsable des conséquences d'une prise de possession anticipée s'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour empêcher une telle prise de possession.

ARTICLE 36 - DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR APRES EXECUTION

(Article 40 du C.C.A.G.)

L'entrepreneur remettra au Maître d'Oeuvre, en trois exemplaires dont un sur support informatique les documents suivants :

- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur, au plus tard lorsqu'il demande la réception,
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4, dans les deux mois suivant la réception.

En cas de retard dans la production de ces pièces, il sera fait application de l'article 15 ci-dessus, la retenue provisoire étant payée après remise des documents.

ARTICLE 37 - DELAI DE GARANTIE (Article 44 du C.C.A.G.)

Pour tous les travaux, le délai de garantie sera de (UN) an à compter de la date d'effet de la réception, sauf si le marché ne concerne que des travaux d'entretien ou des terrassements, auquel cas il sera limité à 6 mois (SIX) à compter de cette date de réception.

ARTICLE 38 - GARANTIES PARTICULIERES (Article 44,3 du C.C.A.G.)

a) Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, il garantit le Maître de l'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures, mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de DIX ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Oeuvre, par les matériaux et fournitures désignés par celui-ci.

b) Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

L'entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Oeuvre, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 30 jours à compter de l'ordre de service de procéder à ces réparations, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

L'entrepreneur est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

ARTICLE 39 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les contractants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance décennale
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil (Loi du 4 Janvier 1978), uniquement pour le domaine « BATIMENT ».

ARTICLE 40 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Ces dérogations portent sur les articles suivants :

- 10 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 12 du C.C.A.P.
- 11.4 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 8 du C.C.A.P.
- 11.8 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 2 du C.C.A.P.
- 14.2 et 14.3 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 10 du C.C.A.P.
- 31.3 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 30 du C.C.A.P.
- 34 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 33 du C.C.A.P.
- 40 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 36 du C.C.A.P.
- 41.8 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 35 du C.C.A.P.
- 45 du C.C.A.G. modifié ou complété par l'article 38 du C.C.A.P.